Le Grain de sable

N° 387 - Vendredi 13 décembre 2002

attac

CACEROLAZOS !

Dans ce numéro



1. Impressions de Florence (Par Salvatore Cannavò)
Nous sommes donc dans une phase constitutive, ce qui est également démontré par l'emprunt de chansons « historiques » comme « Bella ciao » ou « Bandiera rossa ». La référence à ces chansons indique plutôt un renvoi instinctif au moment constitutif le plus important de l'histoire italienne qu'un exercice nostalgique. Presque comme s'il s'agissait de mettre en évidence, de façon plus ou moins consciente, la portée historique de l'événement qui, tel qu'il est, ne peut renvoyer qu'à la meilleure tradition et à la meilleure mémoire.

2. Seattle, Gêne... et maintenant Florence (Par Peter Wahl)
L'affluence des différentes familles politiques signale que l'acceptation d'une politique dominante s'estompe. En même temps, il devient nécessaire de trouver un aboutissement productif au pluralisme des mouvements et de maîtriser les tendances centrifuges.

3. Le Forum social d'Uruguay (Par Raúl Pierri)
Les représentants de 40 organisations non gouvernementales, syndicats et groupes de protection de l'environnement se réuniront à Montevideo pour le Forum Social Uruguay (FSU), à l'occasion duquel ils proposeront et discuteront des alternatives à donner au processus de globalisation.

4. ALCA (Accord de Libre Echange des Amériques), dette extérieure et militarisation : trois axes d'un même projet (Par Martha Cecilia Ruiz)
Bien que le panorama soit assez sombre, les intervenants ont insisté sur le fait que « sans résistance il y n'y a pas d'alternatives », et ils ont appelé à dresser des ponts et à réunir les efforts des différentes organisations sociales du continent contre l'ALCA et contre les projets de militarisation de la région. « Jusqu'à quand vont-ils continuer à parler en notre nom ? » s'est demandé Evo Morales, le leader paysan et ex-candidat à la présidence de Bolivie, qui a proposé de mettre à exécution des alternatives conjointes pour, comme l'ont fait les peuples indigènes dans certains pays de la région, récupérer le pouvoir politique et nous gouverner nous-mêmes.

***CACEROLAZOS** La crise argentine a montrée au monde l'échec des politiques néoliberales apliquées dans notre pays par tous les gouvernements qui se sont succedés dès la dictature militaire de 1976. Le 19 et 20 Décembre de l'année dernière, le peuple argentin est sorti sur les rues en criant: "Ça suffit!" Un an s'est passé du jour oû ce peuple défiant l'état de siège, dans une massive rebellion, réussit à l'expulsion du gouvernement.. ATTAC-Argentina avec d'autres organizations, groupes, collectifs, personnes individuelles et mouvements sociaux vous invitons à participer **le 20 Décembre au Jour d'Action Globale**, pour prouver au monde que nous ne sommes pas seuls dans cette lutte pour nous réapropier de l'avenir du monde. Dans plusieurs villes de la planète on est déjà en train d'organiser diverses actions en battant les casseroles (cacerolazos), ou en bloquant les rues (piquetes), avec des assemblées populaires, proyection de films ou d'autres formes d'action qui aient pour objectif faire connaître la situation argentine. Nous vous remercions d'ores et déjà tous vos efforts et nous sommes sûrs de compter sur votre solidarité. Nos fraternelles salutations. ATTAC-Argentine argentina@attac.org*

Impressions de Florence

Par Salvatore Cannavò (Directeur adjoint de "Liberazione" et Conseil National d'ATTAC Italie)

Traduction. Michèle Angelica. coorditrad@attac.org traducteurs bénévoles(*)

"Je considère qu'ici la demande dépasse largement l'offre et par conséquent l'offre ne peut que s'améliorer".

Cette boutade est née d'un des nombreux entretiens fortuits et dans ce cas précis avec Emiliano Brancaccio, l'économiste rédacteur de la loi sur la taxe Tobin, parmi les plus indiqués, donc, à débattre sur la base de la célèbre loi du marché. Certes, il est un pilier du capitalisme, mais il explique à merveille ce qui s'est passé à Florence. Une nouvelle génération se présente officiellement à la politique, faisant une politique nouvelle et prenant de la hauteur, tout en exprimant un besoin encore insatisfait d'un renouvellement radical. Cette nouveauté s'est manifestée sous différentes formes ; il est encore trop tôt pour en repérer une cartographie raisonnée et exhaustive. Il serait donc plus aisé de recourir à la devise zapatiste: "Marcher en demandant", et de tenter de repérer certaines des expressions les plus éclatantes des forces qui se sont affirmées à Florence.

Un événement communicatif

Ma première réflexion est suggérée par un aspect encore trop peu souligné: la Forteresse "da basso", avec sa marée colorée de politique, a représenté un événement extrêmement communicatif. Certains, dans les mois qui ont précédé le forum, l'avaient désigné comme une réunion ennuyeuse, en forme de congrès, ou pire encore comme un événement bureaucratique. La réalité a démenti efficacement cette prévision en affirmant, dans la matérialité même de l'événement, une riche alliance entre contenus et formes, entre langage et corps, entre expression visuelle et réflexion.

Pendant ces trois jours de forum tout a été mouvement, nous avons su aller au-delà de la forme rigide de la conférence.

L'écoute attentive des comptes rendus, les carnets remplis de notes, représentent seulement la face A du disque que l'on a écouté à Florence ; sur la face B, une participation active, qui s'est réalisée à travers les corps et les voix, les applaudissements, les commentaires bruyants.

Il y avait une grande envie d'être présents, de s'exprimer, ce qui s'est aussi révélé par la façon dont les gens se sont appropriés le cœur de la Forteresse, son "agora", la place centrale à l'extérieur, là où nous nous sommes rencontrés, où nous avons dansé, lancé des slogans et déferlé en cortège spontanés. Nous avons ainsi littéralement "traversé" le forum pour porter quelque part - dans un séminaire, un stand, un espace quelconque, peut-être même au bar- quelque chose de nous mêmes, de notre subjectivité collective ou individuelle, afin de la mettre en relation avec les autres. Le forum a été principalement cela : métissages, relations, communications.

Une énorme demande

Cette exubérance, la vitalité de toute une génération, fait partie intégrante d'un désir important de retour du politique qui s'est manifesté avec forces pendant ces trois jours à Florence. Une politique nouvelle, « propre », faite didées et de projets mais aussi d'utopies et d'espoirs. Ces soixante mille délégué(e)s, ont été les vrais protagonistes de cette manifestation ; ils ont exprimé un attrait à l'égard du politique encore inconnu à nos yeux. Il ne s'agit pas simplement d'une participation pour apprendre et non plus d'une occasion pour demander ou exiger quoi que ce soit à qui que ce soit.

Non, nous sommes là en présence d'un phénomène entièrement et pleinement politique - ce qui représente un vrai saut qualitatif vis-à-vis de Porto Alegre : à Florence, la politique a recouvré sa vraie valeur originelle, c'est-à-dire le soin de la « polis » et donc de l'intérêt pour le bien collectif. Un bien qui a été menacé par les polémiques de ces dernières semaines, par les manœuvres de palais ou les ruses tactiques de ces mêmes personnages que nous connaissons depuis toujours. (...)

(...) Au contraire, les participants, également dans la manifestation, dans le public, mobile, pluriel mais défini, s'identifient aux trois fondamentaux du forum- non à la guerre, au libéralisme et au racisme-, et se révèlent indomptables par le marché et par ses lois. Ils ne peuvent être cantonnés à la catégorie traditionnelle du réformisme; ils sont surtout orientés stratégiquement vers la construction d'une nouvelle démocratie, participative et consciente, plus riche que l'actuelle.

C'est ce que signifie désormais, dans la perception de milliers peut-être même de millions de personnes, ces deux mots dorénavant magiques: forum social. Un symbole incontournable de participation politique et d'envie de changer le monde.

La politique et l'éthique

Cet espace et cette ambition se concilient encore avec l'une des caractéristiques originelles du « mouvement des mouvements »: la poussée éthique et la révolte morale. Des milliers de jeunes dans le monde sont incoercibles au libéralisme ; ils manifestent un rejet latent du capitalisme qui repose sur une inclinaison morale, noble et vitale, mais qui souvent à du mal à se traduire en lutte politique dans la conception classique du terme.

Après le forum social de Florence, il est fort probable que le conflit chez Fiat s'achève par un échec - même si la solidarité avec les ouvriers a été constante tout au long du forum- et que la loi de finance soit approuvée sans entrave. Le terrain de prédilection du mouvement continu à être celui de la guerre, viennent ensuite le racisme et l'immigration - deux domaines dans lesquels l'éthique est largement mise à contribution. C'est un aspect qu'il faut clairement souligner car il prend en compte un domaine à travers lequel nous pourrons mettre en œuvre un projet politique de grande envergure. Songeons à l'insistance de Cofferati sur les

« valeurs », ou au message nettement éthique qui se dégage du point de vue de Gino Strada. Autour de ces valeurs et du refus noble et radical de la guerre peuvent toutefois converger des forces et des motivations tout à fait cohérentes, avec un horizon «réformiste» ou avec une perspective «d'ajustement progressif» de la mondialisation. C'est un terrain glissant, voire complexe. Il est rendu d'autant plus glissant par la distance sidérale qui existe entre ceux qui matériellement ont organisé l'événement de Florence et l'énorme participation qui a découlé. Un rapport incroyable de un à dix mille dans lequel pourrait s'insinuer une incompréhension ou une incommunicabilité insupportables. C'est la raison pour laquelle il ne suffit pas de recourir à une simple accélération du taux de politisation du mouvement, par ailleurs tout à fait souhaitable et nécessaire, mais qui de toute manière ne se fera pas automatiquement. Le processus risque d'être plus accidenté, car il doit avoir le souci de réaliser un fort taux d'implication et de participation globale et devra aussi être apte à réduire cette distance afin de susciter un dialogue réel. Le mouvement se doit de limiter la délégation et la séparation entre le sommet et la base qui, si elle était réitérée, pourrait tarir toute l'énergie issue du forum social de Florence. Les campagnes mises en avant lors de l'assemblée de clôture et les sujets réels qui devront les animer pourraient réussir à contrecarrer ce risque et se révéler comme une véritable opportunité pour une phase nouvelle.

Une non-violence consciente

Que cette distance soit d'ailleurs seulement limitée à la forme classique des assemblées ou des réunions à outrance - véritable limite à l'action politique- nous pouvons également le repérer dans les modalités de la participation à la manifestation: si aucun incident ne s'est produit au cours de celle-ci, nous le devons non seulement au travail pénible et précieux des camarades qui ont assuré le service d'ordre, mais aussi à la conviction et à la responsabilité collective partagées par toutes et tous.. La collecte pour rembourser la vitrine endommagée, les inscriptions railleuses sur les protections des magasins du centre ville, sont les révélateurs d'une génération qui se sent prête à s'engager dans une participation consciente, mûre et responsable. Elle sait aussi qu'elle ne devra pas tomber dans la spirale perverse de la violence, car cette génération a désormais perçu qu'en ces temps de mondialisation armée, la violence est le monopole rigide des États les plus puissants ou des centrales de la terreur Donc, pour s'opposer, il ne lui reste que le choix de la non violence, alliée à la pratique d'une démocratie de masse.

L' «ancien» et le «nouveau»

C'est une génération mûre, donc, comme toute celle qui font irruption pour exiger un changement radical et exprimer la nécessité d'un futur à venir. Mais comment éviter que de ce besoin incontournable ne naisse un clivage entre les générations, qui entraînerait également une rupture politique avec le passé, l'« ancien », qui ne serait autre que l'ancien mouvement ouvrier? En même temps comment éviter que ce « passé », fait d'échecs, parfois de scories, de résidus, souvent de compatibilités, n'emporte cette jeune génération dans une spirale négative?

C'est un équilibre instable et incertain, et ce problème n'est pris en compte que de façon partielle par les réseaux qui composent le mouvement. Par exemple, ATTAC ou les réseaux contre la précarité n'ont pas encore tout à fait intégré cette donnée. Du reste, cette fracture pourrait revêtir des formes équivoques ou incohérentes dues à des raisons endogènes. Quelles pourraient être ces raisons: un clivage entre les générations ou encore entre un supposé « social » qui serait supérieur au « politique »; entre les syndicats et les partis d'un côté et de nouvelles formes du politique de l'autre. Ce danger est au fond supporté par le vide qui se trouve à l'arrière du mouvement: « un autre monde est possible », mais il n'a pas encore été décliné et personne ne pense pouvoir le relier aux échecs historiques du socialisme réalisé. Une alternative est cependant difficile à construire et jusqu'à maintenant nous avons simplement quelques indications générales; la recherche reste un processus long et laborieux. La potentialité de Florence va dans cette direction, mais la plupart des responsabilités incombent aux organisateurs du forum.

Une dimension européenne

C'est aussi pour affronter ce point névralgique que le mouvement, aujourd'hui plus qu'hier, plus qu'à Gênes et à Porto Alegre, a besoin de se « reconnaître », de se sentir comme faisant partie d'un projet commun, d'un espace partagé. Le forum y répond et c'est à cela qu'il doit son succès. Naturellement, c'est aussi à l'ensemble de reconnaître ses parties différentes et singulières : les réseaux nationaux, les forums sociaux locaux, les luttes spécifiques comme celles plus génériques, les structures plus grandes et plus petites, l'attention portée sur les pratiques comme sur la centralité des contenus. Nous allons tenter de faire coexister tout cela. Cette tentative nous renvoie, du point de vue de nos « devoirs historiques », non pas aux multiples mouvements du vingtième siècle mais à la phase constitutive du mouvement ouvrier de la deuxième moitié du dix-neuvième siècle. C'est dans cette phase que se sont réalisés un esprit commun, des faits objectifs, des luttes concrètes et des constructions du symbolique, qui ont été capables de donner naissance à la plus grande élaboration collective de l'histoire humaine. La première internationale est totalement représentative de cet aspect : une multitude de cultures différentes s'unissent pour donner vie à un projet collectif qui se situe dans les champs de la critique du capitalisme et de la révolution ; c'est la première fois sur le plan résolument international. Aujourd'hui, c'est à nouveau le cas: la dimension européenne de l'événement c'est l'événement en lui-même, et peut en constituer sa

caractéristique principale. C'est pour cela que la continuité entre le forum social de Florence et celui de Paris, le maintien de la coordination européenne des mouvements sociaux et la mobilisation sur une échelle continentale- à commencer par celle contre la guerre-, constituent une assurance valable pour le futur.

Une phase constitutive

Nous sommes donc dans une phase constitutive, ce qui est également démontré par l'emprunt de chansons « historiques » comme « Bella ciao » ou « Bandiera rossa ». La référence à ces chansons indique plutôt un renvoi instinctif au moment constitutif le plus important de l'histoire italienne qu'un exercice nostalgique. Presque comme s'il s'agissait de mettre en évidence, de façon plus ou moins consciente, la portée historique de l'événement qui, tel qu'il est, ne peut renvoyer qu'à la meilleure tradition et à la meilleure mémoire. Une phase constitutive donc, pendant laquelle tous, vraiment tous, devraient oser davantage, afin d'arriver à construire, autour de cet espace, un événement politique qui soit en mesure de représenter cette exigence de futur, l'impétuosité de la nouveauté, mais aussi la sauvegarde de l'« ancien ». Un événement qui donnerait corps et substance au peuple de Florence qui, au fond, n'est autre que le « nouveau mouvement ouvrier »

Seattle, Gêne... et maintenant Florence

Par Peter Wahl. L'auteur travaille pour l'ONG allemande WEED et est membre du comité de coordination d'ATTAC Deutschland.
Traduction. coorditrad@attac.org traducteurs bénévoles(*)

La dynamique des mouvements de critique de la mondialisation est intacte. Le premier forum social européen (FSE) du 6 au 9 novembre à Florence l'a confirmé de façon très impressionnante. Avec la manifestation de plus d'un demi million de personnes - la plus grande dans l'histoire de la critique de la mondialisation - Florence s'inscrit désormais dans la continuité de Seattle et Gêne. Environ les deux tiers des participants font partie des jeunes générations.

Au forum même, un événement-marathon de trois jours avec environ 200 conférences et ateliers, 20 000 participants étaient attendus. Le deuxième jour on en comptait déjà le double et même 60 000 à la fin. Cela causa toutefois des problèmes organisationnels qui desservirent la qualité de certaines manifestations.

Mais ce n'est pas seulement l'aspect quantitatif qui fait du FSE un événement exceptionnel. La qualité particulière de Florence est du:
- à la sortie des mouvements de l'ombre de la violence,
- au rapprochement réussi avec le thème guerre et paix,
- à la pluralité et la diversité politique qui se sont affirmées davantage.

En même temps, le FSE a fait apparaître certains problèmes et carences des mouvements de critique de la mondialisation.

La sortie de l'ombre de la violence

Les nouveaux mouvements sont sortis de l'ombre de la violence qui planait sur eux depuis Gêne. Florence démontre une fois de plus que si une foule importante est réellement mobilisée, alors ni les provocations de l'État, ni l'activisme de petits groupes n'ont de chance d'aboutir.

Le gouvernement Berlusconi avait tout fait pour faire naître un climat d'hystérie et de peur à la veille du FSE. Un deuxième Gêne serait tombé à pic pour détourner l'attention des problèmes de politique intérieure. Berlusconi avait prédit la destruction des œuvres d'art de la ville de la Renaissance par des hordes talibanisées et parlé d'interdire le FSE. Les représentants néofascistes de "Forza Italia" au gouvernement avaient fait une propagande dans le style du "Stürmer"1 des semaines durant, avec par exemple des caricatures de manifestants au nez crochu, une bouteille de vodka dans une main, une faucille et un marteau dans l'autre. Lors de l'ouverture du forum, le "Corriere della Sera" publia un article ruisselant de haine de Oriana Fallaci, autrefois de gauche. Les esprits ainsi marqués, de nombreux commerces du centre ville historique fermèrent leurs devantures.

Aux côtés de la manifestation ne s'est formé aucun "Bloc Noir". D'autres groupes, ayant une tendance à l'activisme, tels les "Disobediente" ("Désobéissants", un mélange de punk et d'anarchie) et les Tute Bianche qui s'étaient trouvés à la tête des affrontements avec la police lors du sommet FMI/Banque Mondiale à Prague défilèrent avec discipline dans le cortège.

Finalement avec Florence, l'argument selon lequel les Médias n'attirent le public qu'à travers des scènes de violence n'est plus valable. Après les confrontations de Prague, Göteborg, et surtout Gêne, Florence a été l'occasion pour les mouvements de critique de la mondialisation de ne plus être marginalisés ou au moins divisés par le thème de la violence.

Non à la guerre

Le thème dominant, même si ce ne fut pas le seul abordé lors du FSE, fut la guerre. Le refus de la militarisation de la politique internationale en général et de la guerre contre l'Irak en particulier fut unanime.

Aussi importante et juste que soit cette orientation, elle comprend aussi des risques. Ainsi existe par exemple le danger, qu'effacée par la discussion sur la guerre, l'orientation néolibérale se poursuive en toute tranquillité et que le potentiel des énergies de critique y soit absorbé. C'est justement un des effets socio-politiques de la militarisation, en agitant le spectre de

l'ennemi et des scénarios de menaces extérieures, de détourner l'attention des problèmes intérieurs. Cela s'observe de la manière la plus nette aux USA où le conformisme patriotique est si pesant qu'il ne reste plus grand chose de l'esprit de Seattle.

En outre, la crise d'acceptation de la Mondialisation néolibérale que nous constations à Seattle s'est muée entre temps en une crise de fonctionnement. Le crash boursier, la fin peu glorieuse de la "Nouvelle Economie", les scandales financiers de grands groupes, la passivité du FMI face à la crise argentine, l'évolution déflationnaire de nombreuses économies ne sont que la partie emmergeante de l'iceberg. Il en importe de ne pas opposer la critique de la mondialisation et les mouvements pour la paix, mais de faire clairement le lien entre les deux thèmes.

Une pluralité et une diversité grandissantes

L'évolution quantitative des mouvements s'effectue avec une pluralité politique grandissante. Des forums sociaux locaux étaient représentés, ATTAC, des syndicats, des mouvements pour la paix, des ONG, divers K-Gruppen2, Greenpeace, les organisations de jeunesse des partis de la gauche démocrate (anciennement PCI), Amnesty, homosexuels, nonnes catholiques, les verts italiens, scouts chrétiens, Rifundazione Comunista et également le maire de Florence et le président de la Région de Toscane (tous les deux DS). De ces derniers, le forum a bénéficié d'un soutien politique et logistique.

L'affluence des différentes familles politiques signale que l'acceptation d'une politique dominante s'estompe. En même temps, il devient nécessaire de trouver un aboutissement productif au pluralisme des mouvements et de maîtriser les tendances centrifuges. Une culture politique de la disposition au dialogue, de l'écoute des oppositions, et - abstraction faite de quelque groupuscules trotskistes - du renoncement réfléchi à l'avant-gardisme et à la domination semble se dessiner.

C'est particulièrement marqué dans le cas de la Rifundazione Comunista. Bien que le parti avec ses 100 000 adhérents joua un rôle considérable dans la préparation et le déroulement du forum et de la manifestation, il n'a jamais essayé de faire prévaloir ses positions, que ce soit en interne lors de comités préparatifs ou en public. Manifestement a-t-on compris que la mesure et le refus de l'instrumentalisation par les partis politiques des mouvements sociaux étaient une condition à leur succès. Le fait que Rifundazione semble prendre au sérieux le pluralisme de la gauche est aussi une preuve de leur renoncement à l'interdiction de la divergence interne, principe sacrée du Léninisme.

Contre la privatisation et les AGCS

Le deuxième thème qui s'est révélé fondamental à Florence, est la privatisation des services publics, de l'éducation à l'eau, l'énergie et les transports en passant par la santé et les retraites. Le problème est de plus en plus épineux en Europe. Le lien avec les négociations de l'OMC sur la libéralisation des services (AGCS) est étroit. Une campagne européenne orientée en premier lieu vers des actions fin mars 2003 avec une initiative centrale à Bruxelles a été adoptée. La phase de négociations à l'OMC dans laquelle chaque pays présente ses offres et exigences en matières de libéralisation sera en effet terminée d'ici là. La conférence ministérielle de l'OMC à Cancùn au Mexique début septembre sera le temps fort suivant de la campagne.

Une présence allemande de faible poids

De 500 à 700 participants ont fait le déplacement depuis la Bundesrepublik. La plupart avec ATTAC. On a vu des drapeaux de VER.DI, IG-Metall était aussi représenté, des ONG, des institutions associées au SPD, aux Grünen et au PDS de même que les anthroposophes et la BUKO.

Christian Ströbele participa à un forum sur la proportion des partis dans les mouvements sociaux. Il émit des critiques à l'encontre de son parti et plaida pour une coopération entre les Grünen et les mouvement sociaux. Frank Bsirske, président de VER.DI, avait annulé sa venue au dernier moment pour cause d'affaires urgentes sur la réforme de la santé, mais a manifesté son intérêt de participer à la suite du processus.

Dans l'ensemble, les Allemands furent peu présents et se firent peu remarquer. Visiblement il y avait eu peu d'investissement dans la préparation. Ici un effort s'impose. Il n'est pas ici question d'une représentation nationale. Aux critiques de la mondialisation allemands incombe surtout la responsabilité d'intégrer convenablement les mouvements sociaux du plus gros pays de l'UE au mouvement international.

Problèmes

Bien que l'évolution soit dans l'ensemble positive, il reste pourtant quelques problèmes et déficits évidents.

Ainsi, peu d'impulsions au développement d'alternatives conceptuelles profondes au néolibéralisme sont ressorties de Florence. Des points de départ pour des réformes modérées coexistent toujours en désaccord avec des orientations de valeur très générales. Une discussion entre les différents points de vue n'a toujours pas eu lieu. L'exemple typique est la campagne annuelle pour la remise, qui prône un allégement de la dette pour les pays pauvres, tandis que d'autre sont pour son annulation pure et simple et sans condition. Aucune des deux positions ne représente une solution pour la crise argentine. La protestation et le refus en guise de dénominateur commun sont certes une base de départ pour le changement, mais insuffisants à long terme. Dans cette

mesure, le but essentiel du FSE de discuter posément, indépendamment du pouvoir, et de faire avancer le processus d'organisation des mouvements sur le plan international n'est que très partiellement atteint.

Le fait que les nouveaux mouvements soient majoritairement constitués de jeunes est leur grande force. Cela leur leur donne l'air d'être une vraie culture de jeunes et le forum prit dans l'ensemble un caractère festif. Toutefois, on ne doit pas fermer les yeux sur le fait, qu'au vu des rapport démographiques, la jeunesse des pays industrialisés représente une minorité structurelle. Les mouvements ne doivent pas se réduire à des mouvements exclusivement de jeunesse. Le lien avec les catégories démographiques moyennes de la société est incontournable, s'ils veulent avoir des chances de succès.

Un élément marquant le caractère jeune du mouvement est une certaine tendance à la radicalité verbale, comme le montre l'histoire des mouvements sociaux. En vérité, la situation actuelle exige une révision réelle des concepts traditionnels. L'efficacité du dialogue unilatéral ou d'une stratégie lobbyiste comme certaines ONG l'on pratiquée peut-être discutée justement après l'échec du processus de Rio. La crise des alternatives au néolibéralisme qui s'attaqueraient plus au fond des problèmes devrait rendre leur mise en place impérative. Il est de même nécessaire de discuter de manière approfondie le propos de Bertinotti : "On ne peut pas parler du néolibéralisme sans parler du capitalisme" et ceci non pas dans le cadre abstrait et historiquement mort d'une opposition "réforme et révolution". Des réponses innovantes à une critique sociale qui seraient d'actualité et non pas engagées dans des combats définitivement révolus sont attendues. Avec des slogans triviaux du genre "one solution - revolution", on ne va pas loin. Cela mène au contraire tout droit au sectarisme. Un regard sur l'expérience des K-Gruppen des mouvements de 68 est encore un fois opportun.

Enfin, il faut se garder de vouloir détacher l'expérience italienne de l'euphorie compréhensible de Florence pour l'appliquer au reste du monde. Le succès de Florence repose en grande partie sur la situation politique en Italie, à savoir que:
- en comparaison avec le reste de l'Europe, la gauche italienne est dans l'ensemble très forte,
- les conflits avec Berlusconi prennent de l'ampleur depuis quelques temps et avaient déjà conduit à une grève générale,
- les relations amicales de Berlusconi avec les Américains rencontre une large opposition bien au delà de la gauche,
- un jour avant le forum, Berlusconi fit adopter au parlement sa loi sur l'élection libre des magistrats, ce qui provoqua un tollé jusque dans les milieux conservatifs,
- la guerre psychologique provoquée par la menace d'un deuxième Gêne conduisit à des réactions opposées.

Ces facteurs ne sont pas applicables aux autres pays. C'est pourquoi il serait prématuré de vouloir mettre sur pied un Forum social allemand. Les conditions politiques ne sont pour cela pas (encore?) réunies.

Contact pour cet article. peter.wahl@weedbonn.org

Le Forum social d'Uruguay

Par Raúl Pierri (IPS)
Traduction. Catherine ARNAUD et Claudie GRANTHAM. coorditrad@attac.org traducteurs bénévoles (*)

Les représentants de 40 organisations non gouvernementales, syndicats et groupes de protection de l'environnement se réuniront à Montevideo pour le Forum Social Uruguay (FSU), à l'occasion duquel ils proposeront et discuteront des alternatives à donner au processus de globalisation.

Le FSU s'est ouvert vendredi dernier par une marche qui a réuni une multitude contre la création de la Zone de Libre Echange des Amériques (ALCA). La manifestation était convoquée par la centrale syndicale unique PIT-CNT, la Fédération des Etudiants d'Uruguay, l'Institut du Tiers Monde et le Réseau des Amis de la Terre.

Parmi les participants aux plus de 80 séminaires et ateliers qui se tiendront jusqu'à dimanche, on peut souligner la participation du Prix Nobel de la Paix argentin Adolfo Perez Esquivel, ainsi que celle de représentants du Parti des Travailleurs, dont est membre le nouveau président brésilien Luiz Inácio Lula Da Silva.

Montevideo

"Nous faisons partie de ce mouvement global qui à partir de la diversité réunit les forces qui déjà construisent un autre monde possible", déclarent les organisateurs qui ont pu conter avec l'appui de l'Université de la République, l'Université Catholique et l'Intendance Municipale de Montevideo.

Les conférenciers au FSU insistent sur le fait qu'ils ne sont pas opposés à la globalisation mais à "la forme qu'elle prend de nos jours, qui détruit la nature et l'espèce humaine et qui génère des conditions qui empêchent de coexister."

"Nous considérons qu'une globalisation solidaire, un autre type de globalisation, est nécessaire. Nous ne nions pas que les processus mondiaux conduisent à la globalisation,,mais au contraire nous le croyons", a déclaré Nelson Villareal de l'association civile Vie et Education.

"Nous disons que nous refusons ce type de globalisation et que nous voulons une globalisation solidaire, participative qui prenne en compte les

conditions de sociétés diverses, plurielles, démocratiques et égalitaires" a-t-il ajouté.

Les discussions du FSU, convoqué par des représentants de la société uruguayenne qui ont participé en février au Forum Social Mondial de Puerto Alegre au sud du Brésil, s'articulent autour de trois axes thématiques : identité et culture, intégration mondiale et alternatives pour un "autre Uruguay".

"La globalisation est une question qui doit absolument être traitée en Uruguay, en effet les processus de globalisation actuellement en cours pourraient s'avérer irréversibles", a signalé samedi dernier Alvaro Padron du PIT-CNT, à l'occasion du séminaire "Démocratie participative et les instances transnationales de décision".

Le dirigeant syndical a souligné l'importance de l'intégration politique, culturelle et sociale de la région et il a critiqué le gouvernement de Jorge Battle pour son manque de stratégie clairement définie sur cette question, et pour être de plus "le président du Marché commun sud-américain (Mercosur) qui insiste le moins sur l'importance de consolider cette union".

"L'échec du Marché commun sud-américain n'est pas un échec de l'idée en soi, sinon l'échec d'un modèle d'intégration. Nous devons récupérer l'idée. Le plus triste c'est que les pays de la région pourraient ne plus croire en l'intégration à cause de l'échec de ce modèle", a affirmé Padron.

Le dirigeant a souligné l'importance du fait que les pays du Marché commun sud-américain parviennent à consolider leur système productif, à une coordination macroéconomique et puissent réussir à négocier en commun face aux organismes de crédit multilatéraux.

De son côté, le directeur de l'Institut du Tiers Monde, Roberto Bissio, a critiqué samedi dernier l'ampleur de la dépendance de l'Uruguay, ainsi que celle de tout le Sud en développement, aux organismes de crédit internationaux.

Bissio a considéré que la date du 18 août était historique non seulement pour l'Uruguay mais aussi pour ces organismes eux-mêmes, ce jour-là le gouvernement des Etats-Unis décidait d'avancer 1 500 millions de dollars d'un prêt de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International afin de sauver le système financier uruguayen.

Bissio, qui est également coordinateur de Contrôle Citoyen, un réseau d'organisations dans 50 pays qui surveille les politiques sociales des gouvernements, a expliqué que la nouvelle avait eu un grand impact dans des pays comme la Malaisie, l'Afrique du Sud et la Thaïlande, qui sont des pays en situation financière grave, qui avaient pensé que la philosophie de Washington était de ne plus collaborer au sauvetage d'autres économies.

Cet expert affirme que la décision de se porter au secours de l'Uruguay, ainsi que celle d'aider peu après le Brésil avec 30 000 millions de dollars, a eu pour seul objectif de "sauver le système financier international", et a augmenté la dépendance de ces pays.

Bissio a expliqué que le gouvernement uruguayen, pressé par la nécessité de solutionner d'urgence sa crise financière, a signé un accord qui l'engageait, entre autres choses, à adopter un impôt sur le revenu, chose que, dans sa campagne électorale, Battle avait promis de ne jamais faire.

Les organismes de crédit y ont également rajouté d'autres conditions telles que des coupes dans les indemnisation d'assurance chômage, dans le budget de la sécurité sociale et dans les rémunérations des employés de l'Etat.

Bissio a expliqué qu'une négociation en commun des pays d'Amérique Latine face aux organismes de crédit multilatéraux constitue une alternative en vue de diminuer leur dépendance.

Le FSU se veut "un espace ouvert pour l'approfondissement de la réflexion, le débat démocratique des idées, la formulation de propositions, l'échange d'expériences et l'articulation dans le but de développer des actions efficaces", signale le document qui établit les principes de la rencontre.

Ses propositions "s'opposent au processus de globalisation capitaliste mené par les grandes corporations multinationales et les gouvernements et institutions qui sont au service de leurs intérêts".

Le FSU conclura ce dimanche par un spectacle auquel participera l'auteur interprète uruguayen Daniel Viglietti.

Grano de Arena 167.
Contact pour cet article informativo@attac.org

ALCA (Accord de Libre Echange des Amériques), dette extérieure et militarisation : trois axes d'un même projet

Par Martha Cecilia Ruiz
Traduction. coorditrad@attac.org traducteurs bénévoles

C'est devant un auditoire bondé, dans lequel on avait hissé des banderoles de Tahuantinsuyo (Nom que les Incas donnaient à leur empire avant la colonisation, le nom "Pérou" étant une création espagnole) et où l'on pouvait entendre des cris de protestation contre la proposition de création d'une zone de libre échange des Amériques (ALCA), qu'ont débuté à Quito les conférences de la Rencontre Continentale de Réflexion et d'Echange : « Une autre Amérique est possible ». Cette Rencontre se déroule dans le cadre des Journées de Résistance Continentale contre l'ALCA qui ont lieu dans plusieurs pays de la région pendant tout le mois

d'octobre parallèlement à d'autres événements tels que la rencontre des parlementaires, le forum des chefs d'entreprise et la réunion des ministres du commerce, et l'on y discute sur le thème de L'ALCA.

La Rencontre Continentale de Réflexion – qui s'est déroulée entre le 28 et le 30 octobre, en Equateur – a eu notamment pour objectif de faciliter une meilleure compréhension des vrais desseins de l'ALCA. A cette fin, la première conférence, à laquelle ont participé des experts de sept pays du continent, a abordé la relation qui existe entre l'ALCA, la dette extérieure et la croissante militarisation de l'Amérique Latine et des Caraïbes

Au cours d'une précédente rencontre, organisé par le Jubilé-Amérique du Sud, en mai dernier, à Quito, on avait déjà analysé cette relation entre l'ALCA,la dette extérieure et la militarisation. A cette occasion, on a pu expliquer que ces trois thèmes sont « des axes stratégiques complémentaires d'un seul projet d'expansion et de consolidation de l'empire nord-américain » (Déclaration du Jubilé-Amérique du Sud). Parce que, en premier lieu, L'ALCA essaie de « créer un bloc régional dominé par les Etats-Unis, capable de faire face à la concurrence de l'Union Européenne et du bloc asiatique dans la lutte pour l'hégémonie économique, géopolitique et culturelle du monde ». Mais aussi parce que la dette extérieure remplit également un rôle d' « appropriation des excédents des pays latino-américains par voie financière ». Et finalement, parce que la militarisation est, à son tour, une « garantie armée de l'hégémonie hémisphérique et globale des Etats-Unis ».

Sœur Elsi Monge, de la Fédération Equatorienne des Droits de la Personne, modératrice de la conférence, a rappelé que les Etats-Unis ont installé quatre bases militaires sur le continent, à Manta (Equateur), Curaçao, El Salvador et Aruba. De plus, il existe une proposition de créer deux bases de plus : une à Alcantara, au Brésil, et une autre en Terre de Feu, en Argentine.

A ces bases, s' ajoute le Plan Colombie, qui est une initiative militaire des Etats-Unis, destinée à lutter contre le narcotrafic. Le colombien Hector Leon, l' un des intervenants et membre de l'Institut Latino-américain de Services Juridiques Alternatifs (ILSA), a signalé clairement que le Plan Colombie (aujourd'hui transformé en un projet plus ample que celui de l'Initiative Régionale Andine), est, en réalité, un « projet militaire anti-insurrection », c'est à dire, un projet contre tous ceux qui s'opposent au système et qui aujourd'hui sont considérés par les Etats-Unis comme des « terroristes».

En plus du cas colombien, les intervenant(e)s ont présenté d'autres expériences qui mettent en évidence la militarisation croissante de l'Amérique Latine. Ainsi par exemple, Gilberto Lopez y Rivas, du Réseau Mexicain d'Action contre le Libre Echange (RMALCO), qui a participé à la Commission de Concordance et Pacification (COCOPA), créée pour trouver des solutions au conflit au Chiapas, a expliqué qu'aujourd'hui le gouvernement mexicain de Vicente Fox suit la même stratégie mis en place par le régime précédent contre l'Armée Zapatiste de Libération Nationale (EZLN).

Il s'agit d'une "guerre d'usure"- a déclaré Lopez y Rivas, c'est à dire, une succession de petites opérations contre la population civile et le style de vie des populations indigènes. Pour mener à bien cette « guerre », le gouvernement mexicain utilise une variante du modèle guatémaltèque, qui utilise des groupes paramilitaires d'origine indigène (« la crosse doit être du même bois »), qui entreprennent des actions dont le gouvernement ne peut pas se charger directement. « On a dénoncé la présence de ces groupes paramilitaires- a signalé Lopez y Rivas-, mais rien n'a été fait à cet égard ».

De plus, l'expert mexicain a spécifié que, depuis 1994, lorsque le Traité de Libre Echange d'Amérique du Nord (TLCAN), signé entre le Mexique, le Canada et les Etats-Unis, est entré en vigueur, les soldats mexicains représentent le groupe le plus importants de latino-américains qui suivent une formation dans les écoles militaires des Etats-Unis, pour apprendre les techniques anti-insurrectionnelles.

Bien que le panorama soit assez sombre, les intervenants ont insisté sur le fait que « sans résistance il y n'y a pas d'alternatives », et ils ont appelé à dresser des ponts et à réunir les efforts des différentes organisations sociales du continent contre l'ALCA et contre les projets de militarisation de la région. « Jusqu'à quand vont-ils continuer à parler en notre nom ? » s'est demandé Evo Morales, le leader paysan et ex-candidat à la présidence de Bolivie, qui a proposé de mettre à exécution des alternatives conjointes pour, comme l'ont fait les peuples indigènes dans certains pays de la région, récupérer le pouvoir politique et nous gouverner nous-mêmes.

"On ne paye pas la dette, la dette est déjà payée »

Adolfo Pérez Esquivel (Argentine), Prix Nobel de la Paix; Alberto Acosta, économiste équatorien; Marcos Arruda, de Politiques Alternatives pour le Cône Sud (PACS), du Brésil, et Beverly Keene, de Dialogue 2000, Argentine, ont été quelques-uns uns des intervenants qui ont essayé d'expliquer la relation qui existe entre l'ALCA et la dette extérieure, et la relation entre cette dernière avec les processus de militarisation du continent.

Entre 1997 et l'an 2000, l'Amérique Latine et les Caraïbes ont transféré en paiement de la dette extérieure un total de 583.000 millions de dollars, en plus des 192.000 millions de dollars d'intérêt. Cependant, Marcos Arruda a expliqué que la dette continue à augmenter, qu'elle est payée avec nos réserves internationales et que cela implique moins

d'argent pour l'investissement en matière sociale dans chacun des pays latino-américains.

De son côté, Alberto Acosta a signalé que la dette est un instrument de domination et que cela implique la possibilité d'introduire des mesures d'ajustement structurel en Amérique Latine et dans les Caraïbes. «Nous ne devons rien, la dette est payée, et cela peut se prouver de manière mathématique et financière », a insisté Acosta, en signalant que cette proposition de non-paiement ou d'annulation de la dette extérieure doit se concrétiser sous la forme de propositions tangibles et communes de la part des pays de la région.

Acosta a aussi expliqué que plusieurs organisations du continent, réunies dans le Jubilé-Amérique du Sud, ont formulé, au cours d'une réunion il y a quelques mois, la nécessité de chercher une structure juridique pour garantir la proposition de non-paiement de la dette extérieure. Ainsi, nous cherchons à constituer un Tribunal International qui introduise ce droit qui n'existe pas aujourd'hui, et pour lequel les débiteurs sont traités comme des criminels et les créditeurs jouent à la fois les rôles de juge et partie. Une proposition est de promouvoir le plus vite possible un processus d'audit des dettes existantes.

"N'importe quel débiteur a le droit de ne pas remplir son contrat si les exigences et conditions de paiement le conduisent à une situation inhumaine », a expliqué l'économiste équatorien, et il a ajouté que la dette ne peut continuer à être un obstacle au développement humain de la région. Par conséquent, l'alternative est d'introduire ce droit, de faire face au thème de la dette sur le plan politique, avec des paramètres et des arguments clairs et, s'il reste encore quelque chose à payer, s'en acquitter, sans mettre en péril les projets sociaux.

Pour les intervenant(e)s de cette première conférence et réflexion sur ce que signifie l'ALCA, le défi aujourd'hui pour l'Amérique Latine et les Caraïbes est de réunir les efforts et d'avoir un propre projet de développement, un projet qui promeuve des sociétés plus équitables et solidaires. Sinon, ALCA ou pas, l'Amérique Latine continuera à subir les effets des pressions de la dette extérieure et des initiatives d'intervention dans la région de la part des Etats-Unis. Pour Adolfo Pérez Esquivel, il est d'une part nécessaire de vaincre les divisions et le peu d'unité latino-américaine d' aujourd'hui et, d'autre part de présenter des alternatives communes, car « nous ne nous résignons pas à être des esclaves».

Agencia Latinoamericana de Información
info@alai.ecuanex.net.ec

(*) coorditrad@attac.org est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.